

SAINT-DENIS LA MAISON DE L'EMPLOI DU NORD PUBLIE SON ÉTUDE

Tristes statistiques

Le taux de chômage dionysien, avec sa moyenne de 25,2%, est loin d'être uniforme : s'il ne dépasse pas les 11% du côté du jardin de l'Etat, ce taux s'avère de 50% à commune Primat. Au Chaudron, suivant les secteurs, il oscille entre 40 et 45%, comme le révèle une étude de la maison de l'emploi du Nord.



Dans son étude, la maison de l'Emploi du Nord a détaillé les chiffres de l'emploi et du chômage quartier par quartier, après avoir découpé le chef-lieu en 53 secteurs distincts. (Photo Emmanuel Grondin)

Le taux de chômage sur Saint-Denis atteignait en décembre dernier 25,2%, selon le Pôle Emploi. Un actif dionysien sur quatre est donc à la recherche d'un moyen de gagner sa vie.

Au jeu de l'affinement des statistiques, la maison de l'Emploi du Nord, décortiquant les derniers chiffres publiés par l'Insee - récoltés lors du recensement de 2006 -, a grossi au maximum sa lunette d'analyse de la population active et de l'emploi, détaillant les chiffres quartier par quartier, après avoir découpé le chef-lieu en 53 secteurs distincts. Ce qui révèle évidemment de grosses disparités.

5 fois plus d'ouvriers à Primat qu'à Joinville

Selon que l'on vive dans un quartier réputé riche ou pauvre, le taux du chômage varie de un à cinq dans le chef-lieu du département ! Si « seulement » 11% des 696 actifs demeurant dans le quartier du jardin de l'Etat et du secteur de Joinville - soit environ un millier d'habitants - sont au chômage, ce taux passe à 50% à Commune

Primat. En 2006, ce quartier qui compte lui aussi un millier d'habitants - et seulement 548 actifs - totalisait 276 chômeurs.

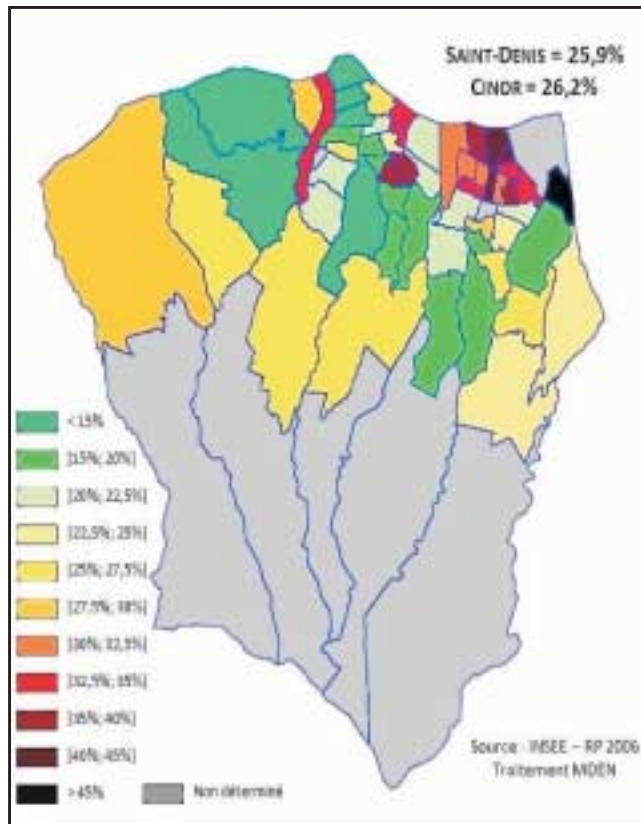
L'écart entre le taux de chômage des moins de 25 ans s'avère encore plus grand : 13% près du jardin de l'Etat, 67% à Primat. Dans ce quartier situé à l'extrémité est de la ville, ce taux retombe à 49% pour les 25-55 ans, et à 24% pour les 55-65 ans. Au jardin de l'Etat et à Joinville, ces taux s'avèrent encore plus bas, respectivement de 11% et 9%.

Ces disparités coïncident évidemment avec les catégories socioprofessionnelles des habitants qui peuplent ces deux quartiers : le plus aisé est essentiellement composé de cadres et de professions intellectuelles (31,8% de la population active), contre seulement 8,3% à Primat. A titre indicatif, la moyenne dionysienne est de 11,8%.

La part d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise à Primat ne dépasse pas les 5,5% - ils sont proportionnellement deux fois plus nombreux à Joinville et au jardin de l'Etat (10,1%).

Enfin, la part d'ouvriers est cinq fois plus élevée à Primat (30,7% des actifs) qu'à Joinville et au jardin de l'Etat (6,1%).

Entre ces deux extrêmes, au triste hit-parade du chômage,



Selon que l'on vive dans un quartier réputé riche ou pauvre, le taux du chômage varie de un à cinq dans le chef-lieu du département !

les quartiers de la mairie du Chaudron (45% de taux de chômage), le Mail Ouest (43%) ainsi que celui de l'Eglise et la piscine du Chaudron (40%) arrivent dans le quart de tête des chiffres du chômage. Les Camélias, en 5^e position, descendent en dessous de la barre des 40% de chômeurs, avec un taux de chômage de 39%.

Près de 7 jeunes sur 10 au chômage à l'entrée Est

Sur ces cinq quartiers, c'est celui de la mairie du Chaudron qui affiche le chiffre du chômage des jeunes le plus critique : 68% des actifs de moins de 25 ans sont en effet sans emploi. La statistique est la même citée Michel-Debré/Damase-Legros.

A contrario, comme le révèle

l'étude de la maison de l'emploi du Nord, outre le jardin de l'Etat et Joinville, cinq autres quartiers dionysiens conservent un taux de chômage en dessous ou égal à 14% : il s'agit de La Providence-l'ONF (12%), de Colorado-Moulin Cader (13%), du 7^e/La Vigie/Les Brises (13%), ainsi que du cœur du centre-ville qu'est l'avenue du Maréchal Leclerc - La Poste (14%) et Le Barachois/la Gare-Routière (14%).

Si le taux de chômage des moins de 25 ans est contenu à 13% au jardin de l'Etat et à 21% dans la partie haute de la rue du Maréchal-Leclerc, les trois autres quartiers qui semblent statistiquement les mieux lotis affichent cependant des taux de chômage des actifs de moins de 25 ans compris dans une fourchette de 40% à 44%. Soit, grosso modo, la moyenne actuelle des jeunes de moins de 25 ans au chômage dans le chef-lieu.

Pascal NEAU

COLLEGES LE 15 FÉVRIER

Les Tos appelés à faire grève

Le Sgpen-CGTR présente jeudi ses revendications au conseil général.

Une épine de plus dans le pied de la présidente du Département, même si le palais de la Source est depuis hier libre de tout salarié de l'ex-Arast (lire en page 7). Le Sgpen-CGTR a en effet déposé un préavis de grève pour le 15 février, concernant les personnels Tos travaillant dans les collèges et dépendant - transfert obligé - de la collectivité depuis un an maintenant. Un nouveau front pourrait fort bien s'ouvrir.

Si le leader du Sgpen-CGTR était récemment au côté des agents du conseil régional, ce nouveau mouvement ne concerne que les Tos du Département. Et Patrick Corré de préciser qu'il n'y a « plus de cohérence nationale » dans la gestion de ces personnels, qui dépendent donc de leur employeur. Ainsi, s'il y a « très peu de précaires » à la Région, le régime indemnitaire s'avère « meilleur » au Département.

« Nous avons un lourd contentieux avec la présidente du Département depuis un an. Elle nous balade de réunion en réunion », tempête Patrick Corré qui a donc décidé de passer à l'action en définissant un vaste « chantier revendicatif », balayant près de dix mesures concernant les missions, le temps de travail, la formation, la mobilité, la précarité ou encore les



Patrick Corré.

tickets restaurant. Mais parmi cet inventaire revendicatif, le secrétaire général du Sgpen-CGTR met l'accent sur la nécessaire mise en place d'une cellule de veille et de reclassement pour les 55 Tos en CUI qui vont être « remerciés en mars ». Patrick Corré demande à la collectivité d'anticiper pour que ces salariés, dont la plupart ont plus de dix ans d'ancienneté, « évitent la rue ».

Pour l'instant, le syndicat ne ferme pas la porte. Une rencontre est prévue ce jeudi, avec le directeur général des services de la collectivité. « Si le Département est d'accord avec nos mesures d'urgence, nous n'irons pas au conflit », assure Patrick Corré.

O.D.

En bref

■ Régionales

Roland Lambert courtisé

Le trublion Roland Lambert, responsable associatif possessionnais, engagé dans de nombreux combats - de l'aménagement de la route du littoral à la protection des plus démunis -, affirme avoir été approché par Didier Robert, tête de la liste l'Union présente dans la course à la Région. Roland Lambert, explique avoir décliné la proposition, car incapable de se reconnaître auprès de certaines des personnalités de droite pressenties pour y figurer.

■ La Poste

Le directeur outre-mer en visite

Michel Sagarzazu a succédé à Nicole Carrel à la direction exécutive de La Poste d'outre-mer en janvier dernier.

Il arrive aujourd'hui à La Réunion pour sa première visite dans le département.

Il ira à la rencontre des postiers, des conseillers bancaires, des organisations syndicales et des clients pendant trois jours.

Donnons de l'avenir à vos projets

0€ PENDANT 3 MOIS

LES SOLDES

L'Esprit léger !

La Carte Aurore

La carte Aurore est une carte de crédit gratuite associée à un crédit renouvelable d'une durée d'un an et d'un montant maximum de 4500 € et vous effectuez une utilisation unique de 500 € le 05/01/2010, vous remboursez 12 mensualités (hors assurance facultative) de 45 € et une dernière de 15,33 € au TEG révisable de 21,40% le coût total de l'utilisation est de 55,33 €.

Exemple pour une utilisation normale (sans réserve de variation du taux et des utilisations postérieures) : Vous avez souscrit un crédit renouvelable Aurore de 1500 € et vous effectuez une utilisation unique de 500 € le 05/01/2010, vous remboursez 12 mensualités (hors assurance facultative) de 45 € et une dernière de 15,33 € au TEG révisable de 21,40% le coût total de l'utilisation est de 55,33 €.

Pour que tout soit clair entre nous : Offre commerciale valable jusqu'au 31 mars 2010 inclus et sous réserve d'étude et d'acceptation par Credit Moderne Ocean Indien, établissement de crédit, SA au capital de 4 575 776 € - Siège social : 22 rue Pierre Aubert 97405 St-Denis Cedex - RCS St-Denis 335 333 944. N°Orna 03 029 539 (www.anao.fr) - Autorité de contrôle de la commission bancaire 73, rue de Valenciennes 75001 Paris. Vous disposez d'un droit de rétractation. Financement après vérification des délais légaux de rétractation.

J'ACHÈTE EN FÉVRIER, je commence à rembourser en MAI !

| | |
|-------------------------|-----------------------------|
| 1 ^{er} FÉVRIER | MARS |
| SOLDES 0€ | 0€ |
| AVRIL | MAI |
| 0€ | 1 ^{ère} mensualité |

Offre valable jusqu'au 1^{er} mars 2010 inclus. Report de 3 échéances pour le 1^{er} financement, produit des intérêts au taux en vigueur.

Financez vos coups de cœur dans plus de 1700 magasins !

Tél. 0262 92 04 04
www.credit-moderne.com

AGENCE DIRECT - 3 avenue Théodore Drouhet
BP 50067 - 97822 Le Port